



Assemblée générale

Distr. générale
10 janvier 2014
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 163 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Mandat et résultats attendus	6
A. Vue d'ensemble	6
B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui de la Mission	6
C. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	8
D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	9
II. Ressources financières	23
A. Vue d'ensemble	23
B. Contributions non budgétisées	24
C. Gains d'efficience	24
D. Taux de vacance de postes	25
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	26
F. Formation	26
G. Services de détection des mines et de déminage	27
III. Analyse des variations	28



IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	31
V. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale	32
A. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.	32
Annexes	
I. Définitions	34
II. Organigrammes	36
Carte	39

Résumé

Le présent rapport porte sur le budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (exercice 2014/15), dont le montant s'élève à 54 019 300 dollars, compte non tenu de contributions volontaires en nature d'une valeur de 2 071 700 dollars.

Pendant l'exercice 2014/15, la Mission continuera de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées; elle surveillera notamment les activités des parties afin de veiller au respect de l'accord de cessez-le-feu et facilitera les progrès en vue d'un règlement politique concernant le statut du Sahara occidental. Elle appuiera les mesures de confiance mises en place par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et mènera des activités de détection des mines et de déminage.

Le budget couvre le déploiement de l'effectif suivant : 203 observateurs militaires, 27 militaires, 12 membres de la Police des Nations Unies, 91 personnes recrutées sur le plan international, 171 personnes recrutées sur le plan national dont 2 administrateurs, 16 Volontaires des Nations Unies et 10 membres du personnel fourni par des gouvernements.

Le montant de 54 019 300 dollars tient compte d'une réduction de 4 384 700 dollars (7,5 %) des dépenses afférentes au personnel civil et des dépenses opérationnelles par rapport au budget de l'exercice 2013/14.

La baisse de 1,2 million de dollars (4,8 %) des dépenses prévues au titre du personnel civil tient principalement à la suppression de 4 postes d'agent du Service mobile, à la transformation de 4 postes d'agent du Service mobile en postes d'agent recruté sur le plan national et à la suppression de 10 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national.

La réduction de 3,4 millions de dollars (12,4 %) des dépenses opérationnelles tient principalement à la baisse des prix du marché pour la location et l'exploitation d'aéronefs. Cette baisse est en partie annulée par l'augmentation des crédits demandés pour l'achat de nouveaux véhicules et du nouveau matériel informatique et télématique, et l'inscription au budget d'un montant correspondant aux dépenses indirectes afférentes aux activités d'appui nécessaires à l'utilisation d'Umoja et d'autres systèmes informatiques dans les missions.

La diminution globale des dépenses prévues est en partie annulée par les ressources demandées au titre des six membres supplémentaires de la Police des Nations Unies dont le déploiement a été approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2099 \(2013\)](#).

La corrélation entre le montant total des ressources demandées pour l'exercice 2014/15 et l'objectif de la Mission est expliquée dans des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats, qui présente une analyse par composante (composante civile opérationnelle, composante militaire et composante appui). Les effectifs de la Mission ont été déterminés composante par composante, si ce n'est que pour la direction exécutive et l'administration, ils l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Mission.

Les explications relatives à la variation des ressources, humaines et financières, font référence s'il y a lieu aux produits correspondants prévus par la Mission.

Ressources financières(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Dépenses ^a (2012/13)	Montant alloué ^a (2013/14)	Dépenses prévues (2014/15)	Variation	
				Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	6 631,5	6 785,7	6 976,1	190,4	2,8
Personnel civil	22 940,5	24 175,0	23 010,3	(1,164,7)	(4,8)
Dépenses opérationnelles	26 909,4	27 443,3	24 032,9	3 410,9	(12,4)
Montant brut	56 481,4	58 404,0	54 019,3	4 384,7	(7,5)
Recettes provenant des contributions du personnel	2 273,8	2 422,0	2 290,5	(131,5)	(5,4)
Montant net	54 207,6	55 982,0	51 728,8	4 253,2	(7,6)
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	2 461,3	2 071,7	2 071,7	–	–
Total	58 942,7	60 475,7	56 091,0	4 384,7	(7,3)

^a Compte tenu du reclassement des dépenses afférentes au personnel fourni par des gouvernements de la catégorie des dépenses opérationnelles à la catégorie des dépenses relatives au personnel civil, et du reclassement des dépenses relatives au soutien logistique autonome du personnel en tenue de la catégorie des dépenses opérationnelles à la catégorie des dépenses afférentes aux militaires et au personnel de police.

Ressources humaines^a

	Observa- teurs militaires	Contin- gents	Police des Nations Unies ^d	Unités de police constituées	Personnel recruté sur le plan inter- national	Personnel recruté sur le plan national ^b	Emplois de temporaire ^c	Volon- taires des Nations Unies	Personnel fourni par des gouver- nements	Obser- vateurs électoraux civils	Total ^d
Direction exécutive et administration											
Effectif approuvé 2013/14	–	–	–	–	11	7	–	–	–	–	18
Effectif proposé 2014/15	–	–	–	–	11	7	–	–	–	–	18
Composante											
Civile organique											
Effectif approuvé 2013/14 ^d	–	–	12	–	5	–	–	–	10	–	27
Effectif proposé 2014/15 ^d	–	–	12	–	5	–	–	–	10	–	27
Militaire											
Effectif approuvé 2013/14	203	27	–	–	2	–	–	–	–	–	232

	Observa- teurs militaires	Contin- gents	Police des Nations Unies ^d	Unités de police constituées	Personnel recruté sur le plan inter- national	Personnel recruté sur le plan national ^b	Emplois de temporaire ^c	Volon- taires des Nations Unies	Personnel fourni par des gouver- nements	Obser- vateurs électoraux civils	Total ^d
Effectif proposé 2014/15	203	27	–	–	2	–	–	–	–	–	232
Appui											
Effectif approuvé 2013/14	–	–	–	–	81	169	1	16	–	–	267
Effectif proposé 2014/15	–	–	–	–	73	164	–	16	–	–	253
Total											
Effectif approuvé 2013/14 ^d	203	27	12	–	99	176	1	16	10	–	544
Effectif proposé 2014/15	203	27	12	–	91	171	–	16	10	–	530
Variation nette	–	–	–	–	(8)	(5)	(1)	–	–	–	(14)

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé/proposé.

^b Administrateurs et agents des services généraux.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

^d Compte tenu du fait que le Conseil de sécurité a décidé, dans sa résolution 2099 (2013), de porter l'effectif de la Police des Nations Unies de 6 à 12 hommes.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre IV du présent rapport.

I. Mandat et résultats attendus

A. Vue d'ensemble

1. Le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution [690 \(1991\)](#). La dernière prorogation en date, jusqu'au 30 avril 2014, a été autorisée par le Conseil dans sa résolution [2099 \(2013\)](#).
2. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.
3. Dans le cadre de cet objectif général, la MINURSO contribuera, au cours de l'exercice budgétaire, à un certain nombre de réalisations, en exécutant les produits clefs présentés dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (composante civile opérationnelle, composante militaire et composante appui).
4. Les réalisations escomptées sont celles qui permettront d'atteindre, au terme du mandat de la Mission, l'objectif fixé par le Conseil de sécurité, tandis que les indicateurs de succès serviront à mesurer les progrès accomplis au cours de l'exercice budgétaire. Les effectifs de la Mission ont été déterminés composante par composante, si ce n'est que pour la direction exécutive et l'administration, ils l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Mission. La variation des effectifs par rapport au budget de 2013/14 est analysée au niveau de chaque composante.
5. Le quartier général de la Mission se trouve à Laayoune, où sont installés le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général et celui du commandant de la force. La Mission continuera d'opérer dans 11 localités (Laayoune, Tindouf et 9 bases d'opérations).

B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui de la Mission

6. Le mandat de la Mission, établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution [690 \(1991\)](#) et récemment prorogé jusqu'au 30 avril 2014 dans sa résolution [2099 \(2013\)](#), constitue le fondement du plan d'exécution des tâches à accomplir et des paramètres qui ont servi à définir les réalisations escomptées, les indicateurs de succès et les produits présentés dans les cadres de budgétisation axée sur les résultats.
7. Les besoins de financement de la Mission et son concept d'opérations à l'appui de l'exécution de son mandat dépendent de plusieurs facteurs, à savoir la poursuite des négociations entre les parties en vue de parvenir à un règlement politique du conflit au Sahara occidental, le maintien du cessez-le-feu et de la liberté de circulation du personnel des Nations Unies au Sahara occidental et dans les autres pays de la région, et le maintien de l'intérêt des États Membres, des organisations non gouvernementales et des représentants des médias pour les questions liées au Sahara occidental, en particulier grâce à des visites dans la région.
8. En conséquence, la MINURSO envisage de poursuivre ses activités d'observation et de surveillance afin de s'assurer que les parties respectent l'accord de cessez-le-feu; de fournir un appui continu à l'Envoyé personnel du Secrétaire

général pour l'exécution de ses fonctions, notamment en l'aidant à organiser des rencontres avec les parties et en lui fournissant des analyses et des avis politiques et un appui logistique lors de ses visites dans la région; d'aider le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à mettre en œuvre et à élargir le programme de mesures de confiance; d'apporter un appui logistique aux représentants de l'Union africaine à Laayoune; d'effectuer, à l'est du mur de sable, des levés dans les zones contaminées par des mines et des restes explosifs de guerre et de continuer à les déminer, en coopération avec une organisation non gouvernementale. À cet égard, la Mission envisage de procéder à la dépollution en profondeur de 8 550 000 mètres carrés. Elle compte sur une productivité accrue pendant l'exercice 2014/15 grâce à la mise en service de nouveaux moyens mécaniques qui permettront de nettoyer plus rapidement et efficacement les zones contaminées à l'est du mur de sable, les activités de déminage à l'ouest du mur de sable étant assurées par l'Armée royale marocaine. La Mission continuera également de mettre à profit les progrès accomplis dans le domaine de la gestion de l'information avec le Centre international de déminage humanitaire de Genève en évaluant et en améliorant régulièrement la qualité de la base de données du Système de gestion de l'information pour la lutte antimines et en organisant, selon que de besoin, des stages de perfectionnement pour l'organisation non gouvernementale qui est son partenaire d'exécution.

9. La MINURSO s'acquitte de son mandat consistant à surveiller le respect du cessez-le-feu au moyen des patrouilles terrestres et aériennes effectuées par les observateurs militaires des Nations Unies déployés dans une zone couvrant 266 000 kilomètres carrés. Elle continuera de faciliter les visites familiales organisées dans le cadre du programme de mesures de confiance du HCR en chargeant des membres de la Police des Nations Unies de surveiller les visites.

10. Pendant l'exercice budgétaire, la Mission fournira un appui efficace et rationnel propre à permettre à la composante opérationnelle et à la composante militaire de poursuivre leurs opérations. Il est supposé que les parties continueront de fournir au personnel de la Mission, comme lors des exercices précédents, des contributions volontaires sous forme d'installations et de services.

11. Au 30 juin 2013, la composante militaire de la MINURSO comptait 231 membres, dont le commandant de la force et le personnel administratif et médical, soit la totalité de l'effectif autorisé. Avec cet effectif, il est devenu difficile pour la composante militaire de la Mission de contrôler la situation en raison de l'augmentation de la présence militaire à l'ouest du mur de sable en réponse aux menaces régionales.

12. Compte tenu de l'évolution des besoins sur le terrain, les observateurs militaires de la Mission ont un programme de patrouilles très chargé, qui comprend plus de 100 000 kilomètres de patrouilles terrestres par mois et de 40 à 50 patrouilles par hélicoptère, plus de 250 unités du quartier général et plus de 1 500 sous-unités étant inspectées chaque mois. L'insécurité devient de plus en plus préoccupante, aussi bien pour les parties que pour la Mission. En avril 2013, le Conseil de sécurité a décidé de porter de 6 à 12 hommes l'effectif de la Police des Nations Unies à la MINURSO pour aider le HCR à mener son programme de mesures de confiance. Les ressources demandées à cet effet ont été prises en compte dans le présent rapport.

13. Le projet de budget fait apparaître une diminution de 4 384 700 dollars (7,5 %) des crédits demandés, ce qui s'explique principalement par la baisse du coût des

transports aériens et la diminution des ressources demandées au titre du personnel recruté sur le plan international compte tenu de la réduction de la composante appui.

14. La réduction des dépenses opérationnelles est partiellement annulée par l'augmentation des crédits demandés pour l'achat de 28 véhicules légers et d'une ambulance, pour les technologies de l'information et des communications résultant de l'inscription d'un montant correspondant aux dépenses indirectes afférentes à l'utilisation d'Umoja et d'autres systèmes informatiques dans les missions [une explication détaillée figure dans le rapport du Secrétaire général sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : exécution des budgets de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 et budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 ([A/68/731](#))], ainsi que pour le remplacement du matériel obsolète.

15. Pendant l'exercice, la Mission fournira un appui efficace et rationnel propre à permettre à la composante opérationnelle et à la composante militaire de poursuivre leurs opérations. Il est supposé que les parties continueront de fournir au personnel de la Mission, comme lors des exercices précédents, des contributions volontaires sous formes d'installations et de services.

16. Le tableau d'effectif fait apparaître la transformation de quatre postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national, qui vise à renforcer les capacités du personnel recruté sur le plan national et à lui donner des possibilités de promotion. Il est proposé aussi de supprimer 4 postes d'agent du Service mobile et 10 postes d'agent des services généraux recrutés sur le plan national, principalement dans la composante appui. Les tâches exécutées par les titulaires des postes supprimés seront réparties entre le personnel existant. Cette proposition est fondée essentiellement sur l'examen effectué par la Mission de ses fonctions d'appui et vient s'ajouter à la suppression d'un poste d'agent du Service mobile et à la transformation d'un poste d'agent du Service mobile en poste d'agent recruté sur le plan national dans la composante appui pendant l'exercice 2013/14. Par ailleurs, il est proposé de transformer en poste permanent un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) occupé par un agent des services généraux recruté sur le plan national dans l'équipe chargée de la gestion du matériel étant donné que les fonctions exécutées par le titulaire du poste s'inscrivent dans la durée.

17. La Mission prévoit d'améliorer son parc de véhicules en remplaçant 28 véhicules légers de transport de passagers, dont la durée de vie a expiré et qui ont servi pendant longtemps dans des conditions rigoureuses, et une ambulance. Pendant l'exercice 2014/15, la Mission comptabilisera 47 véhicules en pertes pour se conformer aux ratios standard.

18. La Mission prévoit aussi de remplacer le matériel informatique et télématique obsolète qui a dépassé sa durée de vie.

C. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

19. La Mission fournit, moyennant remboursement, un appui logistique au programme de mesures de confiance du HCR qui consiste à organiser des échanges de visites familiales entre la zone située à l'ouest du mur de sable et les camps de réfugiés de Tindouf (Algérie). Par ailleurs, le Représentant spécial du Secrétaire

général est le responsable désigné chargé de la sécurité au Sahara occidental et dans la région de Tindouf. En tant que centre de contact pour les questions de sécurité, le bureau de liaison de la Mission à Tindouf continuera d'organiser régulièrement des séances d'information sur la sécurité à l'intention du HCR, du Programme alimentaire mondial, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Comité international de la Croix-Rouge et de la Direction générale Aide humanitaire et protection civile. La Mission continuera également à coopérer étroitement avec toutes les parties prenantes opérant dans la zone relevant de son mandat, à savoir l'Union africaine, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales. Elle coopère aussi avec le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU en Algérie sur des questions de sécurité.

D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

20. Pour simplifier la présentation des changements proposés au titre des ressources humaines, on a distingué six interventions possibles concernant les postes, qui sont définies dans l'annexe I.A au présent rapport.

Direction exécutive et administration

21. La direction générale et l'administration d'ensemble de la Mission sont assurées par le Représentant spécial du Secrétaire général et ses collaborateurs directs.

Tableau 1
Ressources humaines : direction exécutive et administration

	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel		
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général								
Postes approuvés 2013/14	1	1	2	2	1	7	–	7
Postes proposés 2014/15	1	1	2	2	1	7	2	9
Variation nette	–	–	–	–	–	–	2	2
Bureau de liaison de Tindouf								
Postes approuvés 2013/14	–	1	–	–	3	4	7	11
Postes proposés 2014/15							–	
Variation nette								
Total								
Postes approuvés 2013/14								–
Postes proposés 2014/15								–

	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel		
Variation nette								

^a Administrateurs et agents des services généraux.

Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général

Personnel recruté sur le plan national : augmentation de 2 postes (transfert de 2 postes d'agent des services généraux de la Section des transports de la composante appui)

22. Il est proposé de transférer au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général deux postes d'opérateur de véhicules utilitaires lourds (agent des services généraux) de la Section des transports de la composante appui, afin de régulariser les dispositions existantes. Les fonctions de chauffeur afférentes aux postes transférés sont liées aux activités de fond.

Bureau de liaison de Tindouf

Personnel recruté sur le plan national : diminution de 2 postes (suppression de 2 postes d'agent des services généraux)

23. Il est proposé de supprimer un poste de préposé à l'entretien et un poste d'assistant à l'entretien des locaux (agents des services généraux) au Bureau de liaison de Tindouf.

Composante 1 : composante civile organique

24. Pendant l'exercice budgétaire, la composante civile organique de la Mission continuera d'assurer le suivi et de rendre compte de l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité dans le territoire et la région, et de fournir conseils et assistance à l'Envoyé personnel du Secrétaire général en vue de parvenir à un règlement politique entre les parties concernant le statut définitif du Sahara occidental. Elle continuera aussi d'appuyer le programme de mesures de confiance administré par le HCR, de s'employer à réduire le danger posé par la présence de mines et de restes explosifs de guerre, d'assurer la sécurité du personnel et des biens de l'ONU, et de prêter assistance au Bureau de l'Union africaine.

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
1.1 Progrès vers un règlement politique du statut définitif du Sahara occidental	1.1.1 L'Envoyé personnel du Secrétaire général informe le Conseil de sécurité de ses activités ainsi que de l'évolution de la situation dans la zone de compétence de la Mission ou à son sujet. (2010/11 : 1; 2011/12 : 2; 2012/13 : 2; 2013/14 : 2; 2014/15 : 2)

Produits

- Un rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité
- Analyses et avis politiques destinés à l'Envoyé personnel du Secrétaire général, et appui logistique lors de ses visites dans la région
- Exposés hebdomadaires à l'intention du Groupe central, réunions mensuelles avec l'Équipe de coordination du dispositif de sécurité et réunions trimestrielles organisées avec le Groupe des Amis, les parties au conflit et les autorités locales pour discuter de la situation sur le terrain et faire le point périodiquement sur l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité dans le pays
- 320 points de presse sur des questions de portée régionale et internationale concernant le Sahara occidental
- Exposés politiques, visites sur le terrain et accompagnement de délégations d'États Membres et de représentants d'organisations internationales et gouvernementales et des médias en visite à Laayoune et à Tindouf, selon que de besoin

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.2 Progrès vers le règlement des problèmes humanitaires, en particulier ceux qui concernent les réfugiés	1.2.1 Augmentation du nombre de visites familiales pour les réfugiés (2011/12 : 1 681 allers simples; 2012/13 : 1 800; 2013/14 : 2 000; 2014/2015; 2 100)

Produits

- Observation, accompagnement et facilitation, par des membres de la Police des Nations Unies affectés à la MINURSO, de 20 visites, notamment de 2 100 personnes pour les échanges de visites familiales du HCR, entre Tindouf et le Territoire, notamment en aidant les bénéficiaires à effectuer des opérations d'évacuation sanitaire et en leur rendant visite à l'hôpital
- Détachement de personnel médical militaire de la Mission aux aéroports de Laayoune, Dakhla et Tindouf, ainsi qu'à bord d'appareils du HCR, pour faciliter 20 échanges de visites familiales entre Tindouf et le Territoire
- Fourniture, moyennant remboursement des dépenses, de moyens aériens (avions) de la MINURSO destinés à faciliter la mise sur pied de séminaires culturels semestriels sur les mesures de confiance parrainés par le HCR
- Réunions et échanges de vues bimensuels, officiels ou informels, avec le HCR pour examiner la mise en œuvre du programme de mesures de confiance

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.3 Réduction du danger posé par la présence de mines et de restes explosifs de guerre	1.3.1 Augmentation de la superficie des zones débarrassées de mines et de restes explosifs de guerre connus, dans le but d'améliorer l'accès des observateurs militaires de la MINURSO à des zones dont l'accès était auparavant restreint, pour leur permettre d'aider à surveiller la mise en œuvre du cessez-le-feu (2011/12 : 750 000 m ² ; 2012/2013 : 916 021 m ² ; 2013/14 : 1 000 000 m ² dépollués en profondeur; 2014/15 : 8 550 000 m ² dépollués en profondeur) La productivité devrait augmenter grâce à l'introduction de nouveaux moyens mécaniques pouvant permettre de nettoyer les zones dangereuses plus rapidement et plus efficacement.

Produits

- Nettoyage de 8 550 000 m² de champs de mines et de zones présumées dangereuses par dépollution manuelle et mécanique et dans le cadre d'études techniques
- 15 visites de contrôle de la qualité des opérations de neutralisation des mines et restes explosifs de guerre menées par les équipes de déminage (1 équipe de déminage mécanique et 2 équipes polyvalentes) à l'est du mur de sable
- Maintien d'une équipe d'intervention d'urgence prête à intervenir à tout moment en cas d'explosion de mine ou de reste explosif de guerre à l'est du mur de sable
- Conseils et assistance technique à l'Armée royale marocaine et au Front Polisario en vue de renforcer et d'étoffer les capacités locales de déminage de part et d'autre du mur de sable, dans le cadre de 4 réunions de coordination des opérations de déminage (2 à l'est du mur de sable et 2 à l'ouest)
- Maintenance et mise à jour du Système de gestion de l'information pour la lutte antimines dans les 30 jours suivant la fin des opérations de déminage, afin de garantir que la Mission dispose des informations les plus à jour sur les dangers que représentent les mines et les restes explosifs de guerre
- Présentation à tous les membres du personnel militaire ou civil de la MINURSO récemment nommés ou transférés, dès leur arrivée, de séances de formation et de sensibilisation aux impératifs de sécurité de la lutte antimines. Présentation, dans les bases d'opérations, de 12 séances de remise à niveau et de sensibilisation en matière de sécurité dans la lutte antimines
- Vérification de nouveaux itinéraires de patrouille dans les 30 jours à compter de l'émission des instructions du Centre d'opérations militaires conjoint, pour assurer la sécurité de déplacement des observateurs militaires

Facteurs externes : Les conditions météorologiques défavorables ont eu pour effet d'entraver l'exécution prévue du programme de déminage. Les parties continueront de coopérer avec la Mission.

Tableau 2

Ressources humaines : composante 1 (composante civile organique)

Catégorie										Total
I. Police des Nations Unies										
Effectif approuvé 2013/14 ^a										12
Effectif proposé 2014/15 ^a										12
Variation nette										–
II. Personnel fourni par des gouvernements										
Effectif approuvé 2013/14										10
Effectif proposé 2014/15										10
Variation nette										–
III. Personnel civil										

III. Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Total partiel	Personnel recruté sur le plan national	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				
Effectif proposé 2014/15	–	–	2	2	1	5	–	–	5
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (I à III)									
Effectif approuvé 2013/14	–	–	2	2	1	5	–	–	27
Effectif proposé 2014/15	–	–	2	2	1	5	–	–	27
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–

^a Les chiffres prennent en compte l'augmentation de 6 à 12 des effectifs de la Police des Nations Unies, approuvée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2099 (2013).

Composante 2 : composante militaire

25. La composante militaire de la Mission continuera de surveiller le respect de l'accord de cessez-le-feu par les parties et d'aider la composante civile à réduire le danger posé par la présence de mines et de munitions non explosées de part et d'autre du mur de sable. Pendant l'exercice 2014/15, la priorité sera donnée aux inspections des postes de commandement des unités des forces armées, aux patrouilles (terrestres et aériennes) de surveillance du respect de l'accord de cessez-le-feu, au suivi des opérations de destruction des mines et des munitions non explosées menées par les deux parties et au marquage des zones dangereuses découvertes au cours de patrouilles régulières.

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
2.1 Respect de l'accord de cessez-le-feu par les parties	2.1.1 Absence de violations graves du cessez-le-feu et des accords militaires connexes (2011/12 : 0; 2012/13 : 0; 2013/14 : 0; 2014/15 : 0)

Produits

- 35 676 jours/homme de patrouille d'observation motorisée, de jour et de nuit (à raison de 4 observateurs militaires des Nations Unies par patrouille, 27 patrouilles par jour pendant 313 jours et 4 observateurs militaires des Nations Unies par patrouille, 9 patrouilles par jour pendant 52 jours)
- 816 visites de liaison effectuées par des observateurs militaires des Nations Unies auprès de postes de commandement des forces armées des deux parties (4 observateurs militaires des Nations Unies par visite, 4 visites par semaine pendant 52 semaines)
- 1 119 heures de patrouille aérienne à partir des 9 bases d'opérations en vue de l'inspection de 1 170 unités relevant du quartier général et 8 446 sous-unités appartenant aux deux parties (46,6 heures de vol d'hélicoptère par mois, 2 hélicoptères pendant 12 mois)
- Enquêtes sur toutes les violations présumées du cessez-le-feu par l'une ou l'autre partie

Facteurs externes : Les parties sont disposées à s'abstenir de toute activité hostile et à faciliter le maintien de conditions satisfaisantes en matière de sécurité.

Tableau 3
Ressources humaines : composante 2 (composante militaire)

Catégorie									Total
I. Observateurs militaires									
Effectif approuvé 2013/14									203
Effectif proposé 2014/15									203
Variation nette									–
II. Contingents									
Effectif approuvé 2013/14									27
Effectif proposé 2014/15									27
Variation nette									–
Personnel recruté sur le plan international							Personnel recruté sur le plan national	Volontaires des Nations Unies	Total
SGA/SSG D-2/D-1 P-5/P-4 P-3/P-2 Service mobile Total partiel									
III. Personnel civil									
Bureau du commandant de la force									
Effectif approuvé 2013/14									2
Effectif proposé 2014/15									2
Variation nette									–
Total (I à III)									
Effectif approuvé 2013/14									232
Effectif proposé 2014/15									232
Variation nette									–

Composante 3 : appui

26. Au cours de l'exercice budgétaire, la composante appui fournira des services logistiques et administratifs et des services de sécurité efficaces et rationnels pour faciliter l'exécution du mandat de la Mission. À cette fin, elle fournira les produits indiqués dans le tableau, améliorera les services et veillera à ce que soient dûment traitées des questions transversales comme l'égalité des sexes et la sensibilisation à la question du VIH/sida. Un appui sera donné à l'effectif autorisé de 203 observateurs militaires, 27 militaires et 12 membres de la Police des Nations Unies, ainsi qu'aux membres du personnel civil, dont 91 agents recrutés sur le plan international, 171 agents recrutés sur le plan national, 16 Volontaires des Nations Unies et 10 agents fournis par des gouvernements. En outre, un appui logistique sera fourni au Bureau de l'Union africaine à Laayoune. Les services d'appui porteront aussi sur l'application des mesures en matière de déontologie et de discipline, l'administration du personnel, les soins médicaux pour l'ensemble du personnel, la construction, la remise en état et l'entretien des installations, les communications et l'informatique, les transports aériens et terrestres, les opérations d'approvisionnement et la fourniture de services de sécurité pour l'ensemble de la Mission.

*Réalisations escomptées**Indicateurs de succès*

3.1 Fourniture d'un appui plus efficace et plus rationnel à la Mission dans les domaines de la logistique, de l'administration et de la sécurité

3.1.1 Réduction du ratio personnel d'appui à la Mission/personnel militaire, de police et des services organiques (2011/12: 69,3 %; 2012/13: 68,7 %; 2013/14 : 68,1 %; 2014/15 : 63,0 %)

*Produits***Améliorations des services****Militaires, personnel de police et personnel civil**

- Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 27 militaires, 203 observateurs militaires et 12 membres de la Police des Nations Unies
- Opérations mensuelles de vérification, de contrôle et d'inspection du matériel appartenant aux contingents et du matériel de soutien logistique autonome pour l'hôpital de niveau I, équipé de matériel de laboratoire, de radiographie et de soins dentaires
- Opérations mensuelles de vérification, de contrôle et d'inspection du matériel durable et non durable appartenant à l'ONU, et application du principe de responsabilité par la mise en œuvre des objectifs en termes d'indicateurs de résultats dans 15 domaines de la gestion du matériel
- Entreposage et distribution de 218 tonnes de rations alimentaires, 4 200 rations de combat et 576 000 litres d'eau en bouteille destinés aux observateurs militaires, aux militaires, aux membres de la Police des Nations Unies, aux agents recrutés sur le plan international et aux Volontaires des Nations Unies dans 13 sites
- Administration d'un effectif de 288 membres du personnel civil, soit 91 recrutés sur le plan international, 171 recrutés sur le plan national, 16 Volontaires des Nations Unies et 10 membres du personnel fourni par des gouvernements

Installations et infrastructures

- Entretien et réparation des 9 bases d'opérations militaires, et entretien et réparation de 4 locaux utilisés par le personnel civil dans 13 sites
- Exploitation et entretien de 18 stations de traitement des eaux appartenant à l'ONU sur 9 sites
- Exploitation et entretien de 75 groupes électrogènes appartenant à l'ONU dans 13 sites
- Entretien de 4 aérodromes et de 8 héliports dans 8 sites
- Achèvement du renforcement des normes minimales de sécurité opérationnelle, notamment installation de clôtures en fil de fer barbelé, de murs pare-souffle Hesco Bastion et d'une grille renforcée dans les bases d'opérations d'Awsard, d'Oum Dreyga et de Mahbas, situées à l'ouest du mur de sable
- Stockage et distribution de 0,891 millions de litres de carburant diesel et de 0,016 millions de litres de lubrifiant pour groupes électrogènes
- Exploitation et entretien de 340 véhicules appartenant à l'ONU, dont 184 véhicules légers de transport de passagers, 44 véhicules d'appui (transport terrestre, engins de manutention et engins du génie), 4 ambulances, 39 véhicules spécialisés (autocars et camions), 8 remorques, 41 attaches pour véhicule et 20 autres éléments, dans 6 ateliers sur 5 sites, soit 2 à Laayoune et 1 chacun à Awsard, Smara, Oum Dreyga et Tindouf
- Distribution de 0,517 millions de litres de carburant diesel et de 9 000 litres de lubrifiants pour les véhicules de transport terrestre

- Exploitation 7 jours sur 7 d'une navette pour les déplacements quotidiens d'un effectif moyen de 75 membres du personnel des Nations Unies, de leur domicile à la zone de la Mission, ainsi que d'une navette pour le personnel ayant à utiliser l'aéroport de Laayoune au départ et à l'arrivée, et services de chauffeur quotidiens pour les hauts responsables de la Mission

Transports aériens

- Exploitation et entretien de 2 avions et 2 hélicoptères
- Distribution de 2,86 millions de litres de carburant pour les opérations aériennes
- Exploitation et entretien de 4 stations de ravitaillement en carburant aviation dans les bases d'opérations d'Awsard, Oum Dreyga, Tifariti et Mahbas

Technologies de l'information et des communications

- Exploitation et entretien d'un réseau satellite comprenant 1 station au sol permettant d'assurer des services de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et de transmission de données dans toute la zone de la Mission et entre la Mission et le Siège de l'ONU
- Exploitation et entretien de 11 microterminaux VSAT, 4 standards téléphoniques, 5 liaisons hertziennes, 2 dispositifs de visioconférence et 10 systèmes de radio numérique à bande étroite
- Exploitation et entretien de 581 appareils radio portatifs, 314 appareils radio mobiles très haute fréquence, 182 appareils radio mobiles haute fréquence et 91 stations fixes haute et très haute fréquences

Informatique

- Exploitation et maintenance de 16 serveurs, 468 ordinateurs de bureau, 94 ordinateurs portables, 158 imprimantes et 45 expéditeurs numériques
- Exploitation et maintenance de 12 réseaux locaux et réseaux longue portée destinés à 475 usagers dans 15 sites
- Exploitation et maintenance de 4 réseaux sans fil
- Exploitation et maintenance de 4 systèmes de gestion de cartes d'identité
- Exploitation et maintenance de 12 caméras de surveillance, de 2 appareils à rayons X et de 2 portiques de détection des métaux

Santé

- Exploitation et entretien d'un hôpital de niveau I doté de 3 modules d'évacuation sanitaire aérienne, 1 service de soins dentaires, 1 laboratoire, 1 unité de radiographie, 1 dispensaire de niveau I et 3 équipes médicales avancées pour les urgences et les soins de premier secours dans 3 sites, pour tout le personnel de la Mission et des organismes des Nations Unies et pour la population civile locale en cas d'urgence
- Bilan de santé complet pour le personnel à l'arrivée et au départ, conformément aux instructions permanentes révisées de la Mission
- Mise en application du nouveau plan de vaccination pour les observateurs militaires des Nations Unies en poste dans la zone de la Mission
- Maintien d'un dispositif d'évacuation par voies aérienne et terrestre dans toute la zone de la Mission pour l'ensemble du personnel des Nations Unies, notamment vers des hôpitaux de niveaux I, II, III et IV répartis sur 6 sites
- Exploitation et entretien d'installations pour les services de consultation et de dépistage volontaire et confidentiel du VIH destinés à l'ensemble du personnel de la Mission

- Programme de sensibilisation à la question du VIH/sida, notamment grâce à la communication d'informations entre collègues, pour tout le personnel de la Mission
- Information et sensibilisation concernant la grippe A (H1N1) et les pandémies de grippe à l'intention de tous les nouveaux membres du personnel
- Promotion de la santé dans le cadre de divers cours de sensibilisation et d'exposés sur la santé
- Accès à des services d'analyses médicales avancées assurés par un laboratoire local dans la zone de la Mission

Sécurité

- Fourniture de services de sécurité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, dans toute la zone de la Mission
- Évaluation des conditions de sécurité dans tous les sites de la Mission, y compris dans les résidences des membres du personnel de la Mission nouvellement recrutés sur le plan international
- 4 séances d'information sur la sécurité et les plans d'urgence pour tout le personnel de la Mission
- Séances de formation en matière de sécurité et exercices d'évacuation et de repli (organisation de la formation trimestrielle intitulée « Sécurité et sûreté en mission » à Laayoune, organisation d'une formation annuelle aux questions de sécurité à Tindouf, et exercices d'évacuation et de repli annuels conduits dans le cadre du dispositif relais pour les questions de sécurité avec tout le personnel civil de l'ONU à Laayoune et Tindouf et dans 9 bases d'opérations)
- Séances d'orientation en matière de sécurité et formation de base à la lutte contre les incendies et aux exercices d'évacuation en cas d'incendie pour les membres du personnel nouvellement recrutés
- 4 exercices d'évacuation en cas d'incendie dans les bureaux et sur le terrain avec tout le personnel civil de l'ONU

Facteurs externes : Les parties au conflit continueront de permettre au personnel de la Mission de circuler librement et les fournisseurs livreront les biens et services prévus dans les contrats.

Tableau 4
Ressources humaines : composante 3 (appui)

Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Service mobile	Total partiel	Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2						
Section Déontologie et discipline										
Postes approuvés 2013/14	–	–	1	–	–	1	1	–	–	2
Postes proposés 2014/15	–	–	1	–	–	1	1	–	–	2
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Section de la sécurité										
Postes approuvés 2013/14	–	–	–	1	6	7	40	–	–	47
Postes proposés 2014/15	–	–	–	1	6	7	40	–	–	47
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Total partiel	Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				
Division de l'appui à la mission									
Postes approuvés 2013/14	–	1	6	8	58	73	128	16	217
Postes proposés 2014/15	–	1	6	8	50	65	123	16	204
Variation nette	–	–	–	–	(8)	(8)	(5)	–	(13)
Emplois de temporaire approuvés ^b 2013/14	–	–	–	–	–	–	1	–	1
Emplois de temporaire proposés 2014/15	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation nette	–	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Total partiel									
Effectif approuvé 2013/14	–	1	6	8	58	73	129	16	218
Effectif proposé 2014/15	–	1	6	8	50	65	123	16	204
Variation nette	–	–	–	–	(8)	(8)	(6)	–	(14)
Total									
Effectif approuvé 2013/14	–	1	7	9	64	81	170	16	267
Effectif proposé 2014/15	–	1	7	9	56	73	164	16	253
Variation nette	–	–	–	–	(8)	(8)	(6)	–	(14)

^a Administrateurs et agents des services généraux.

^b Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), au titre des dépenses de personnel civil.

Division de l'appui à la mission (résumé)

Personnel recruté sur le plan international : diminution nette de 8 postes (transformation de 4 postes du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et suppression de 4 postes d'agent du Service mobile)

Personnel recruté sur le plan national : diminution nette de 6 postes (suppression de 8 postes d'agent des services généraux, transfert de 2 postes d'agent des services généraux au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, transformation de 4 postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux, transformation de 1 emploi d'agent temporaire (autre que pour les réunions) en poste d'agent des services généraux)

Bureau du Chef de l'appui à la Mission

Personnel recruté sur le plan international : diminution de 1 poste (suppression de 1 poste d'agent du Service mobile)

27. Il est proposé de supprimer 1 poste d'assistant à la sécurité aérienne (agent du Service mobile) au Bureau du Chef de l'appui à la Mission. Les fonctions afférentes

à ce poste pourront être prises en charge par le personnel actuel du Bureau, ce qui contribuera à renforcer les capacités des membres du personnel recruté sur le plan national tout en permettant à la Mission de rationaliser l'exécution de son mandat en termes d'appui.

Bureau du Chef des services techniques

*Personnel recruté sur le plan national : diminution de 1 poste
(suppression de 1 poste d'agent des services généraux)*

28. Il est proposé de supprimer 1 poste d'assistant administratif (agent des services généraux) au Bureau du Chef des services techniques. La charge de travail correspondante serait prise en charge par le personnel actuel.

Section des ressources humaines

*Personnel recruté sur le plan international : diminution de 1 poste
(transformation de 1 poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national)*

*Personnel recruté sur le plan national : augmentation de 1 poste
(transformation de 1 poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux)*

29. Il est proposé de transformer 1 poste d'assistant chargé des voyages (agent du Service mobile) en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national. La transformation de ce poste permettra de renforcer les capacités des membres du personnel recruté sur le plan national et de leur offrir des perspectives d'avancement.

Section des achats

*Personnel recruté sur le plan national : diminution de 1 poste
(suppression de 1 poste d'agent des services généraux)*

30. À la Section des achats, il est proposé de supprimer 1 poste d'assistant aux achats (agent des services généraux recruté sur le plan national) dans la mesure où les fonctions peuvent être prises en charge par le personnel actuel de la Section.

Section du génie

*Personnel recruté sur le plan international : diminution de 1 poste
(suppression de 1 poste d'agent du Service mobile)*

*Personnel recruté sur le plan national : diminution de 1 poste
(suppression de 1 poste d'agent des services généraux)*

31. À la Section du génie, il est proposé de supprimer 1 poste d'électricien (agent du Service mobile) et 1 poste d'opérateur de véhicules utilitaires lourds (agent des services généraux recruté sur le plan national). La Mission estime que les fonctions afférentes à ces postes peuvent être prises en charge par le reste du personnel de la Section.

Section des communications et de l'informatique

*Personnel recruté sur le plan international : diminution de 1 poste
(suppression de 1 poste d'agent du Service mobile)*

*Personnel recruté sur le plan national : diminution de 1 poste
(suppression de 1 poste d'agent des services généraux)*

32. À la Section des communications et de l'informatique, il est proposé de supprimer 1 poste de technicien spécialiste des transmissions par satellite (agent du Service mobile) et 1 poste de préposé à la facturation (agent des services généraux recruté sur le plan national); la charge de travail sera répartie au sein de la Section et les tâches seront intégrées.

Section des transports

*Personnel recruté sur le plan international : diminution nette de 2 postes
(transformation de 1 poste d'agent du Service mobile en poste d'agent
des services généraux recruté sur le plan national, et suppression
de 1 poste d'agent du Service mobile)*

*Personnel recruté sur le plan national : diminution nette de 2 postes
(transformation de 1 poste d'agent du Service mobile en poste d'agent
des services généraux, suppression de 1 poste d'agent des services
généraux, et transfert de 2 postes d'agent des services généraux
au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général)*

33. À la Section des transports, il est proposé de transformer 1 poste d'agent régulateur (agent du Service mobile) en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national du même titre. Les fonctions du poste peuvent être menées à bien en toute efficacité par un agent des services généraux recruté sur le plan national.

34. Il est également proposé de supprimer 1 poste de chauffeur (agent du Service mobile). Les fonctions afférentes à ce poste peuvent être assurées en toute efficacité par le reste des agents du Service mobile et des agents des services généraux recrutés sur le plan national.

35. Il est proposé de supprimer, à la Section des transports, 1 poste d'opérateur de véhicules utilitaires lourds (agent des services généraux recruté sur le plan national), dans la mesure où les fonctions afférentes à ce poste peuvent être prises en charge par le reste du personnel. Il est également proposé de transférer 2 postes d'opérateur de véhicules utilitaires lourds (agent des services généraux recruté sur le plan national) au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, en les transformant en postes de chauffeur, afin de régulariser les dispositions existantes.

Section mixte des opérations logistiques

*Personnel recruté sur le plan national : diminution de 1 poste
(suppression de 1 poste d'agent des services généraux)*

36. Il est proposé de supprimer, à la Section, 1 poste d'assistant à la gestion des carburants (agent des services généraux recruté sur le plan national), les fonctions correspondantes devant être réparties entre les membres du personnel restants.

Section des transports aériens

Personnel recruté sur le plan international : diminution nette de 1 poste (transformation de 1 poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national)

Personnel recruté sur le plan national : pas de variation nette (transformation de 1 poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux, et suppression de 1 poste d'agent des services généraux)

37. À la Section des transports aériens, il est proposé de transformer 1 poste d'assistant au contrôle des mouvements (agent du Service mobile) en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national du même titre. La transformation de ces postes permettra de renforcer les capacités des membres du personnel recruté sur le plan national et de leur offrir des perspectives d'avancement.

38. Il est également proposé de supprimer 1 poste d'assistant à la gestion des biens et du matériel (agent des services généraux recruté sur le plan national), dans la mesure où ces fonctions peuvent être prises en charge par le personnel actuel de la Section.

Section de la gestion du matériel

Personnel recruté sur le plan international : diminution nette de 1 poste (transformation de 1 poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national)

Personnel recruté sur le plan national : pas de variation nette (transformation de 1 poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux, transformation de 1 emploi de temporaire en poste d'agent des services généraux, et suppression de 1 poste d'agent des services généraux)

39. À la Section de la gestion du matériel, il est proposé de transformer 1 poste d'assistant à la cession du matériel (agent du Service mobile) en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national du même titre. La transformation de ce poste permettra de renforcer les capacités des membres du personnel recruté sur le plan national et de leur offrir des perspectives d'avancement.

40. Dans les opérations de maintien de la paix, l'assistant à la documentation est chargé de diriger les principales activités ayant trait au catalogage, à la préservation et au classement des dossiers (support papier et base de données électronique) de toutes les sections de la Mission. Il fait la liaison avec la Section des archives et de la gestion des dossiers du Siège pour le transfert et la tenue des archives de la Mission, et tient à jour et exécute des plans d'archivage réguliers. Les fonctions correspondantes sont devenues partie intégrante des opérations de maintien de la paix et peuvent désormais être considérées comme permanentes; de plus, la régularisation proposée permet d'assurer une meilleure continuité des opérations d'archivage de la Mission. Il est donc proposé de transformer en poste normal un emploi temporaire d'assistant à la documentation (agent des services généraux recruté sur le plan national).

41. Il est également proposé de supprimer 1 poste d'assistant aux réclamations (agent des services généraux recruté sur le plan national), dans la mesure où les fonctions correspondantes peuvent être prises en charge par le personnel actuel de la Section.

II. Ressources financières

A. Vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Dépenses ^a (2012/13)	Montant alloué ^a	Dépenses prévues (2014/15)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Militaires et personnel de police					
Observateurs militaires	5 730,7	5 808,4	5 806,8	(1,6)	(0,0)
Contingents	802,4	823,6	864,1	40,5	4,9
Police des Nations Unies	98,4	153,7	305,2	151,5	98,6
Unités de police constituées	—	—	—	—	—
Total partiel	6 631,5	6 785,7	6 976,1	190,4	2,8
Personnel civil					
Personnel recruté sur le plan international	16 978,7	17 928,0	16 391,5	(1 536,5)	(8,6)
Personnel recruté sur le plan national	5 278,8	5 572,9	5 977,1	404,2	7,3
Volontaires des Nations Unies	576,3	562,9	562,9	—	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	67,3	32,4	—	(32,4)	(100,0)
Personnel fourni par des gouvernements	39,4	78,8	78,8	—	—
Total partiel	22 940,5	24 175,0	23 010,3	(1 164,7)	(4,8)
Dépenses opérationnelles					
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—
Consultants	26,7	15,0	15,0	—	—
Voyages	701,1	715,1	752,0	36,9	5,2
Installations et infrastructures	3 251,4	2 988,3	2 745,3	(243,0)	(8,1)
Transports terrestres	1 019,1	1 561,1	1 784,2	223,1	14,3
Transports aériens	15 085,0	14 934,7	11 036,3	(3 898,4)	(26,1)
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—	—
Communications	1 090,3	1 534,3	1 796,1	261,8	17,1
Informatique	1 407,5	1 009,5	1 261,6	252,1	25,0
Santé	92,7	131,9	139,0	7,1	5,4
Matériel spécial	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	4 235,6	4 553,4	4 503,4	(50,0)	(1,1)
Projets à effet rapide	—	—	—	—	—
Total partiel	26 909,4	27 443,3	24 032,9	3 410,4	(12,4)
Total brut	56 481,4	58 404,0	54 019,3	(4 384,7)	(7,5)
Recettes provenant des contributions du personnel	2 273,8	2 422,0	2 290,5	(131,5)	(5,4)
Total net	54 207,6	55 982,0	51 728,8	(4 253,2)	(7,6)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Dépenses^a (2012/13)</i>	<i>Montant alloué^a</i>	<i>Dépenses prévues (2014/15)</i>	<i>Variation</i>	
				<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	2 461,3	2 071,7	2 071,7	–	–
Total	58 942,7	60 475,7	56 091,0	(4 384,7)	(7,3)

^a Sont comprises dans les prévisions de dépenses pour 2014/15 les contributions versées par les Gouvernements marocain et algérien, qui s'élèvent respectivement à 1 718 345 dollars et à 353 335 dollars.

B. Contributions non budgétisées

42. Le montant prévu des contributions non budgétisées pour l'exercice 2014/15 est le suivant :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant prévu</i>
Accord sur le statut de la mission ^a	1 476,0
Contributions volontaires en nature (non budgétisées) ^a	–
Total	1 476,0

^a Comprend l'hébergement fourni par le Gouvernement marocain (1 394 000 dollars) et le Gouvernement algérien (82 000 dollars).

C. Gains d'efficience

43. Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2014/15 prennent en compte les initiatives ci-après :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>	<i>Initiative</i>
Personnel recruté sur le plan national	67,9	<p>2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national ont été supprimés aux fins de rationaliser les opérations de la composante appui.</p> <p>La réorganisation des procédures administratives a entraîné le regroupement du Bureau du Chef des services techniques et du Bureau du Chef de l'appui à la mission, ce qui a permis de supprimer 1 poste d'assistant administratif au sein du premier.</p> <p>Les opérations du Groupe du fret de la Section des transports aériens ayant encore été optimisées, 1 poste d'assistant à la gestion des biens et du matériel a été supprimé.</p>

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>	<i>Initiative</i>
Installations et infrastructures	50,0	Les économies proviendront de l'installation et de l'utilisation de projecteurs pour éclairer les bases d'opérations, plutôt que d'un éclairage de rue placé le long des enceintes extérieures.
Total	117,9	

D. Taux de vacance de postes

44. Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2014/15 ont été établies sur la base des taux de vacance de postes suivants :

(En pourcentage)

<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif 2012/13</i>	<i>Taux budgétisé 2013/14</i>	<i>Projection 2014/15</i>
Militaires et personnel de police			
Observateurs militaires	5,4	2,0	2,0
Contingents	—	—	—
Police des Nations Unies	—	—	—
Personnel civil			
Personnel recruté sur le plan international	6,0	3,0	3,0
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs recrutés sur le plan national	—	—	—
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	5,7	4,0	4,0
Volontaires des Nations Unies	18,8	6,0	6,0
Emplois de temporaire^a			
Personnel recruté sur le plan international	—	—	—
Personnel recruté sur le plan national	—	—	—
Personnel fourni par des gouvernements	60,0	60,0	60,0

^a Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

45. Les taux de vacance de postes pour le personnel militaire et le personnel de police, le personnel recruté sur le plan international, les agents des services généraux recrutés sur le plan national, les Volontaires des Nations Unies et le personnel fourni par des gouvernements restent les mêmes que pour l'exercice 2013/14 compte tenu des taux effectifs enregistrés par le passé et pendant l'exercice en cours et de la réduction prévue des effectifs civils.

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

46. Les ressources nécessaires pour l'exercice 2014/15, calculées sur la base des taux standard de remboursement au titre du matériel majeur et du soutien logistique autonome, s'élèvent à 201 200 dollars et se répartissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant prévu</i>
Matériel majeur	
Contingents	130,4
Total partiel	130,4
Soutien logistique autonome	
Contingents	70,8
Total partiel	70,8
Total	201,2

<i>Facteurs applicables pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	—	1 ^{er} novembre 2011	1 ^{er} novembre 2011
Usage opérationnel intensif	0,8	1 ^{er} novembre 2011	1 ^{er} novembre 2011
Actes d'hostilité ou abandon forcé	0,8	1 ^{er} novembre 2011	1 ^{er} novembre 2011
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	4,0	1 ^{er} novembre 2011	

F. Formation

47. Les dépenses de formation prévues pour l'exercice 2014/15 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Consultants	
Formateurs	15,0
Voyages	
Voyages au titre de la formation	215,0
Fournitures, services et matériel divers	
Honoraires, fournitures et services	120,4
Total	350,4

48. Le nombre de participants prévus pour l'exercice 2014/15, par rapport à celui des exercices précédents, s'établit comme suit :

(Nombre de participants)

	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>			<i>Personnel recruté sur le plan national</i>			<i>Militaires et personnel de police</i>		
	<i>Nombre effectif 2012/13</i>	<i>Nombre prévu 2013/14</i>	<i>Nombre proposé 2014/15</i>	<i>Nombre effectif 2012/13</i>	<i>Nombre prévu 2013/14</i>	<i>Nombre proposé 2014/15</i>	<i>Nombre effectif 2012/13</i>	<i>Nombre prévu 2013/14</i>	<i>Nombre proposé 2014/15</i>
Formation interne	150	50	553	157	204	869	–	–	10
Formation externe ^a	36	32	44	5	32	25	–	–	–
Total	186	82	597	162	236	894	–	–	10

^a Comprend les cours de formation assurés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et ailleurs, hors de la zone de la Mission.

49. Il est prévu de former des effectifs plus nombreux pendant l'exercice 2014/15. La Mission recourra autant que possible aux formations dispensées en interne, y compris aux programmes d'apprentissage en ligne, pour renforcer et actualiser les capacités de son personnel. Des formations diverses et variées seront dispensées dans les domaines de l'administration et de la gestion, des communications et de l'informatique, du génie, des ressources humaines et de la sécurité.

G. Services de détection des mines et de déminage

50. Les dépenses prévues au titre des services de détection des mines et de déminage pour l'exercice 2014/15 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Matériel spécial	
Matériel de détection de mines et de déminage	–
Fournitures, services et matériels divers	
Services de détection de mines et de déminage	3 128,6
Fournitures pour la détection des mines et le déminage	–
Total	3 128,6

51. La Mission envisage de procéder au déminage en profondeur de 8 550 000 mètres carrés de terrain. Elle compte sur une productivité accrue pendant l'exercice 2014/15, grâce à la mise en service de nouveaux moyens mécaniques qui permettront de nettoyer plus rapidement et efficacement les zones présumées dangereuses à l'est du mur de sable, les activités de déminage du côté ouest étant assurées par l'Armée royale marocaine.

52. Les dépenses engagées au titre des contrats permettront de financer deux équipes de déminage mécanique intégré, chacune dotée d'une machine. En outre,

chaque équipe comportera obligatoirement une unité polyvalente à même d'assurer le déminage manuel et la neutralisation des engins explosifs. Une équipe d'intervention d'urgence sera également prête à intervenir à tout moment pour neutraliser les mines terrestres et les restes explosifs de guerre présentant un danger immédiat.

III. Analyse des variations¹

53. Les termes standard qui figurent ci-après dans l'analyse des variations sont définis à l'annexe I.B du présent rapport. Ce sont les mêmes que ceux qui ont été utilisés dans les rapports précédents.

	<i>Variation</i>	
Police des Nations Unies	151,5	98,6 %

• Mandat : moyens et produits revus à la hausse

54. L'augmentation des crédits demandés s'explique principalement par le renforcement, de 6 à 12 membres, des effectifs de la Police des Nations Unies, renforcement approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2099 \(2013\)](#) et pour lequel aucun crédit n'avait été inscrit au budget 2013/14.

	<i>Variation</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(1 536,5)	(8,6 %)

• Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés

55. La diminution des crédits demandés est principalement due à la réduction des effectifs recrutés sur le plan international, 4 postes d'agent du Service mobile étant transformés en 4 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et 4 autres étant supprimés (soit une diminution de 8 postes d'agent du Service mobile). En outre, le barème des traitements applicable au personnel recruté sur le plan international a été modifié.

	<i>Variation</i>	
Personnel recruté sur le plan national	404,2	7,3 %

• Gestion : moyens revus à la hausse et produits inchangés

56. L'augmentation des crédits demandés s'explique principalement par : a) l'augmentation du traitement des administrateurs recrutés sur le plan national et des agents des services généraux, de 1 % et 1,3 % respectivement, ainsi que l'augmentation consécutive des dépenses communes de personnel et des dépenses correspondant aux recettes provenant des contributions du personnel recruté sur le plan national; b) l'avancement d'échelon annuel, qui représente une augmentation de traitement de 3,5 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national et de

¹ Les variations, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysées lorsqu'elles atteignent au moins ± 5 % ou 100 000 dollars.

3,8 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national; c) l'appréciation de 3 % du dirham marocain, dont le taux de change moyen est passé de 8,41 dirhams pour 1 dollar des États-Unis dans le budget de l'exercice 2013/14 à 8,16 dirhams dans le présent projet de budget; et d) la transformation de 4 postes d'agent du Service mobile et de 1 emploi de temporaire en 5 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national.

57. Cette augmentation est en partie compensée par une diminution nette de cinq postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national.

	<i>Variation</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(32,4)	(100 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse**

58. La diminution des crédits demandés s'explique par la transformation d'un emploi de temporaire recruté sur le plan national en un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national.

	<i>Variation</i>	
Voyages	(36,9)	(5,2 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

59. L'augmentation des crédits demandés s'explique principalement par : a) un intérêt renouvelé pour la question du Sahara occidental, ce qui a amené le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental et le Chef de cabinet de la MINURSO à se rendre plus fréquemment à Rabat et dans les capitales des pays membres du Groupe des amis du Sahara occidental; b) les crédits à prévoir pour permettre à des membres de la composante opérationnelle de participer au groupe d'experts des ressources humaines et à des fonctionnaires relevant du Département de l'information et du Bureau des affaires juridiques de prendre part à des conférences annuelles; et c) les dépenses à prévoir au titre des voyages associés au projet Umoja, notamment les séances de formation.

	<i>Variation</i>	
Installations et infrastructures	(243,0)	(8,1)

• **Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés**

60. La diminution des crédits demandés s'explique principalement par : a) la baisse des dépenses à prévoir pour l'achat de pompes et de citernes à carburant et le fait qu'il n'est pas prévu d'acheter de matériel pour la défense des périmètres; et b) la baisse des dépenses à prévoir au titre des travaux d'aménagement et de rénovation, certains achats et aménagements ayant été effectués pendant l'exercice antérieur.

61. Cette diminution est en partie contrebalancée par les dépenses à prévoir pour remplacer les installations préfabriquées dans les bases d'opérations et

l'augmentation des crédits demandés au titre des services d'entretien, due à l'organisation d'un nouvel appel d'offres.

	<i>Variation</i>	
Transports terrestres	223,1	14,3 %

• **Gestion : moyens revus à la hausse et produits inchangés**

62. L'augmentation des crédits demandés s'explique par la nécessité de remplacer 28 véhicules légers et une ambulance. Elle est en partie compensée par des besoins moindres en pièces détachées.

	<i>Variation</i>	
Transports aériens	(3 898,4)	(26,1 %)

• **Facteurs externes : évolution des prix du marché**

63. La diminution des crédits demandés est principalement due à la baisse des prix de location et d'exploitation des hélicoptères.

	<i>Variation</i>	
Communications	261,8	17,1 %

• **Gestion : moyens revus à la hausse et produits inchangés**

64. L'augmentation des crédits demandés s'explique par : a) le remplacement du matériel de radiocommunication à ondes décimétriques, métriques et décimétriques, de téléphonie et de vidéoconférence, devenu obsolète; et b) l'inscription au budget d'un montant correspondant aux dépenses indirectes afférentes aux activités d'appui nécessaires à l'utilisation d'Umoja et d'autres systèmes informatiques dans les missions.

	<i>Variation</i>	
Informatique	252,1	25,0 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

65. L'augmentation des crédits demandés est due : a) à l'inscription au budget d'un montant correspondant aux dépenses indirectes afférentes aux activités d'appui nécessaires à l'utilisation d'Umoja et d'autres systèmes informatiques dans les missions; et b) au remplacement des équipements terminaux devenus obsolètes.

	<i>Variation</i>	
Santé	7,1	5,4 %

- **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

66. L'augmentation des crédits demandés s'explique principalement par le nombre plus important d'évacuations de malades et de blessés enregistré pendant les exercices précédents.

IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

67. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINURSO portent sur les points suivants :

a) Ouverture d'un crédit de 54 019 300 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015;

b) Mise en recouvrement du montant visé à l'alinéa a) ci-dessus, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la MINURSO, à raison de 4 501 608 dollars par mois.

V. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale

A. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Questions transversales

(A/67/780/Add.4)

Demande ou recommandation

Mesures prises

Le Comité consultatif note que le rapport sur l'exécution du budget 2011/12, contrairement au budget de cet exercice (A/67/612, par. 30), prend pleinement en compte les incidences financières de l'opération de classement des postes menée à la MINURSO en avril 2010, et fait donc état d'un dépassement des crédits ouverts au titre du personnel recruté sur le plan national. Dans son précédent rapport sur l'exécution du budget et le projet de budget de la Mission, le Comité avait signalé qu'il aurait fallu mieux expliquer les conséquences du classement des postes, par souci de transparence, et que ces opérations devraient, dans la mesure du possible, être planifiées de manière à ce que les dépenses qu'elles entraînent soient alignées sur les cycles budgétaires auxquels elles se rapportent (A/66/718/Add.6, par. 23 et 24). S'étant renseigné à ce sujet, le Comité a été informé qu'à l'issue de l'opération menée à la MINURSO – la première du genre depuis la création de la Mission –, 147 postes de fonctionnaire recruté sur le plan national et 45 postes d'agent du Service mobile avaient été reclassés, et aucun poste n'avait été déclassé. **Compte tenu de ses observations précédentes à ce sujet, le Comité insiste pour que les opérations de classement de postes soient conduites dans des délais plus raisonnables de manière à limiter les incidences financières imprévues. Le Comité estime également que le Secrétaire général devrait fournir une explication plus complète dans les cas où une opération de ce type déboucherait sur le reclassement d'une grande majorité des postes examinés** (par. 8).

La MINURSO ne prévoit pas d'opération de reclassement ou de déclassement de postes dans son projet de budget pour l'exercice 2014/15. Elle propose néanmoins de supprimer 4 postes d'agent recruté sur le plan international et 10 postes d'agent recruté sur le plan national. Elle propose également de transformer 4 postes d'agent recruté sur le plan international afin de contribuer au renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national et de permettre à la Mission d'exécuter son mandat au meilleur coût.

*Demande ou recommandation**Mesures prises*

Sur un point en rapport avec les économies, le Comité consultatif a été informé, au cours de ses consultations avec des responsables de la Mission, que la présence du Centre de services régional et du Bureau régional d'achat à Entebbe (Ouganda) n'avait pas encore eu d'effet direct sur le fonctionnement de la MINURSO, qui était relativement isolée des autres opérations de maintien de la paix d'Afrique. **Le Comité consultatif estime que la situation géographique de la Mission ne doit pas empêcher cette dernière de continuer à chercher à faire des économies, de s'inspirer des réussites d'autres missions de maintien de la paix et de chercher de nouveaux types d'assistance, autant que faire se peut** (par. 34).

La MINURSO a proposé la suppression de 4 postes d'agent recruté sur le plan international et de 10 postes d'agent recruté sur le plan national. Elle a également proposé la transformation de 4 postes d'agent recruté sur le plan international en postes de fonctionnaire recruté sur le plan national.

Annexe I

Définitions

A. Terminologie se rapportant aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines

La terminologie ci-après se rapporte aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines (voir la section I du présent rapport) :

- **Création de poste** : Proposée lorsque des ressources supplémentaires sont nécessaires et qu'il est impossible de les prélever sur les effectifs d'autres bureaux ou d'assurer autrement l'exécution de certaines activités dans les limites des ressources existantes;
- **Réaffectation de poste** : Proposée lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste initialement approuvé pour une fonction donnée aux fins de la réalisation d'autres activités prescrites prioritaires, sans rapport avec la fonction d'origine. Il peut y avoir un changement de lieu ou de bureau, mais pas de catégorie ou de classe;
- **Transfert de poste** : Proposé lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste autorisé pour des fonctions comparables ou connexes dans un autre bureau;
- **Reclassement ou déclassement de poste** : Proposé lorsqu'il est envisagé de changer la classe d'un poste, du fait que les attributions et responsabilités qui y sont attachées ont été sensiblement modifiées;
- **Suppression de poste** : Proposée lorsqu'un poste autorisé n'est plus nécessaire ni à la réalisation des activités pour lesquelles il a été approuvé ni à celle d'autres activités prioritaires de la mission;
- **Transformation de poste** : Trois cas de figure sont possibles :

Transformation d'un emploi de temporaire en poste : il s'agit de transformer en poste un emploi de temporaire, financé au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), du fait que les fonctions considérées ont un caractère continu;

Transformation d'un contrat de vacataire ou de louage de services en poste d'agent recruté sur le plan national : il s'agit de transformer un contrat de vacataire ou de louage de services en poste d'agent recruté sur le plan national, compte tenu du caractère continu des fonctions considérées, conformément au paragraphe 11 de la section VIII de la résolution [59/296](#) de l'Assemblée générale;

Transformation d'un poste de fonctionnaire international en poste d'agent recruté sur le plan national : il s'agit de transformer en poste d'agent recruté sur le plan national un poste d'agent recruté sur le plan international approuvé.

B. Terminologie se rapportant à l'analyse des variations

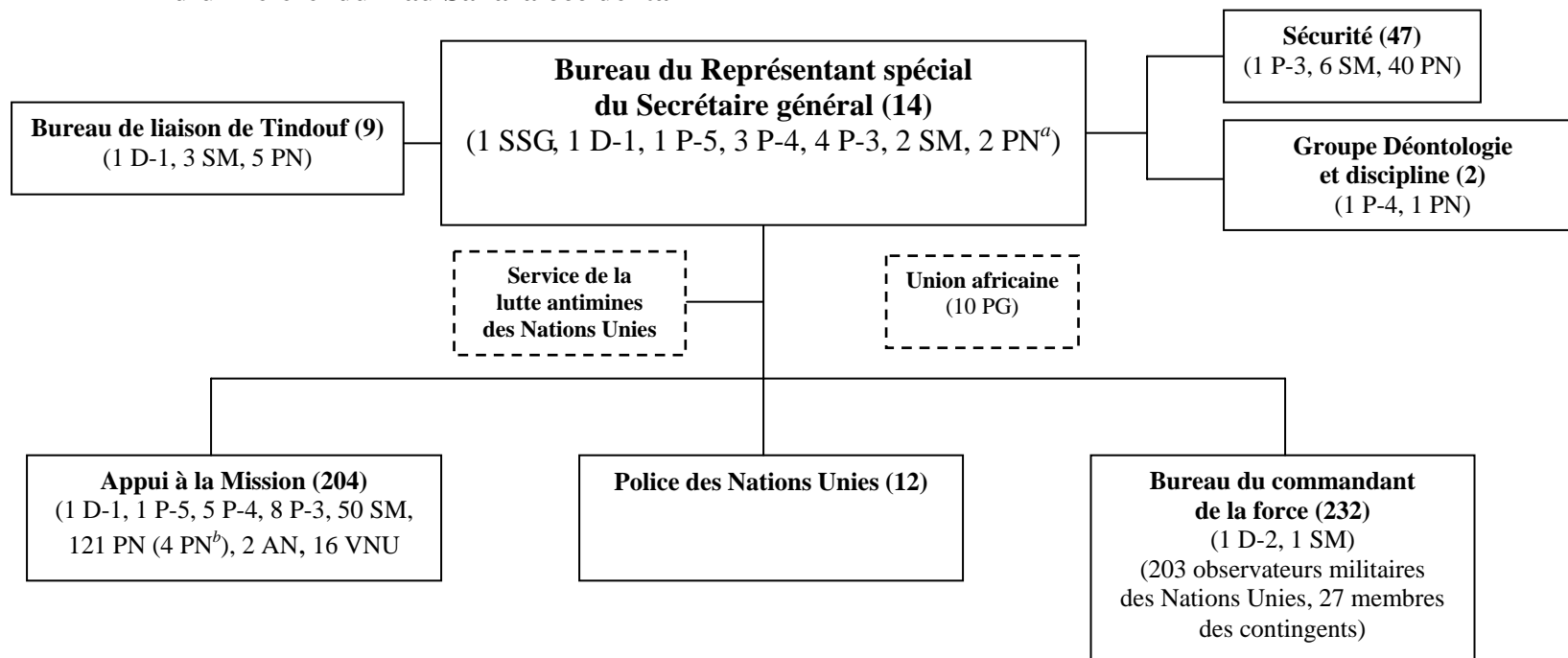
On trouve à la section III du présent rapport, pour chaque rubrique, une indication du facteur auquel la variation est principalement imputable, les facteurs types recensés étant classés dans les quatre grandes catégories ci-après :

- **Mandat** : Variations liées à la modification de la portée ou de la nature du mandat, ou à une révision des réalisations escomptées dans le cadre du mandat;
- **Facteurs externes** : Variations imputables à des acteurs extérieurs ou à des situations qui échappent au contrôle de l'Organisation;
- **Paramètres budgétaires** : Variations qui tiennent aux règles, directives et politiques de l'Organisation;
- **Gestion** : Variations dues à des décisions de gestion destinées à permettre d'obtenir les résultats attendus avec plus d'efficacité (par exemple, révision des priorités ou ajout de produits) ou d'efficience (par exemple, réduction des effectifs ou des moyens nécessaires à l'exécution des produits, sans incidence sur les produits), ou liées à des problèmes apparus au stade de l'exécution (par exemple, sous-estimation du coût ou du volume des moyens nécessaires à l'exécution des produits, ou retards dans le recrutement).

Annexe II

Organigrammes

A. Structure administrative de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

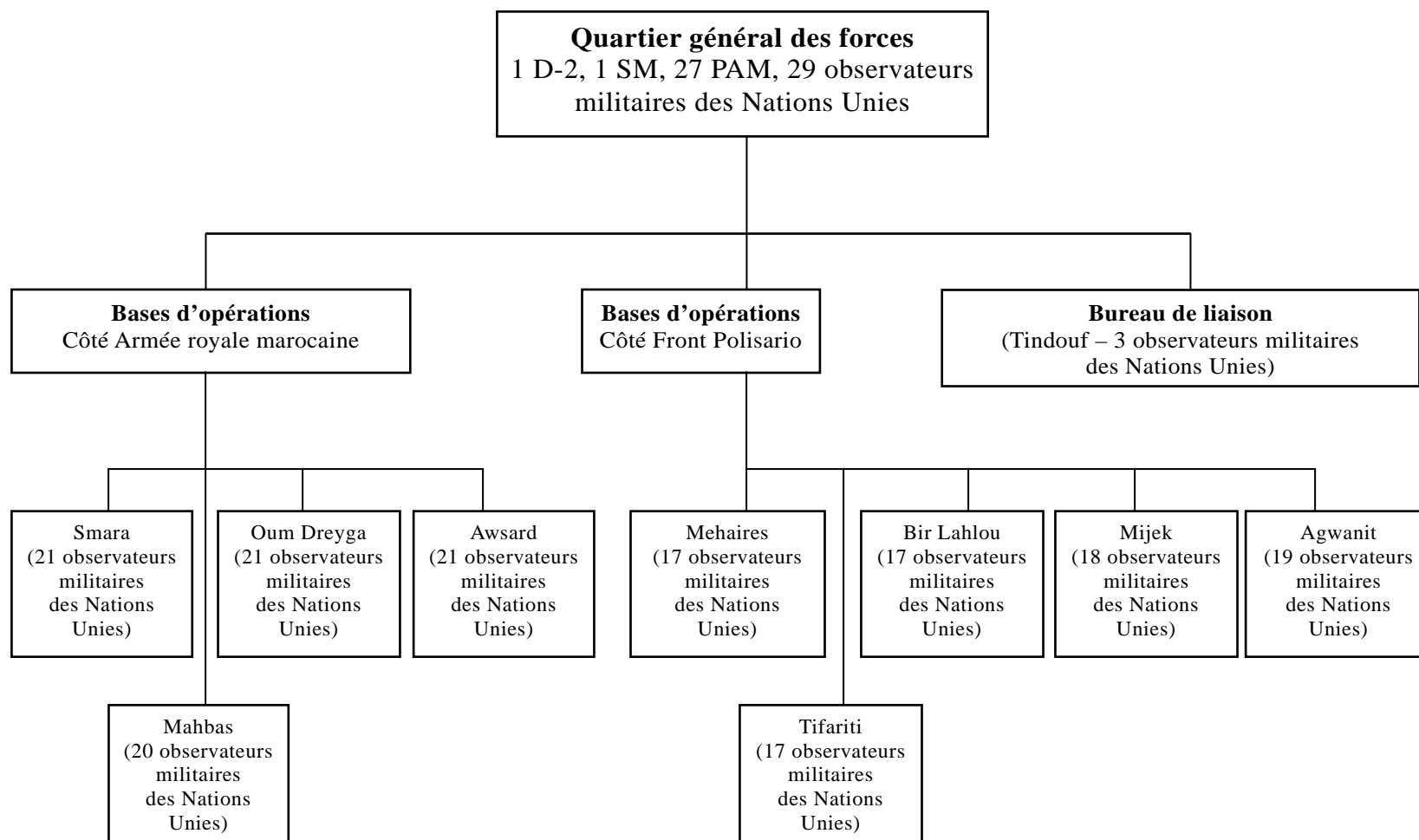


Abréviations : AN = administrateur recruté sur le plan national; PG = personnel fourni par des gouvernements; PN = agent recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile; SSG = sous-secrétaire général; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Transfert.

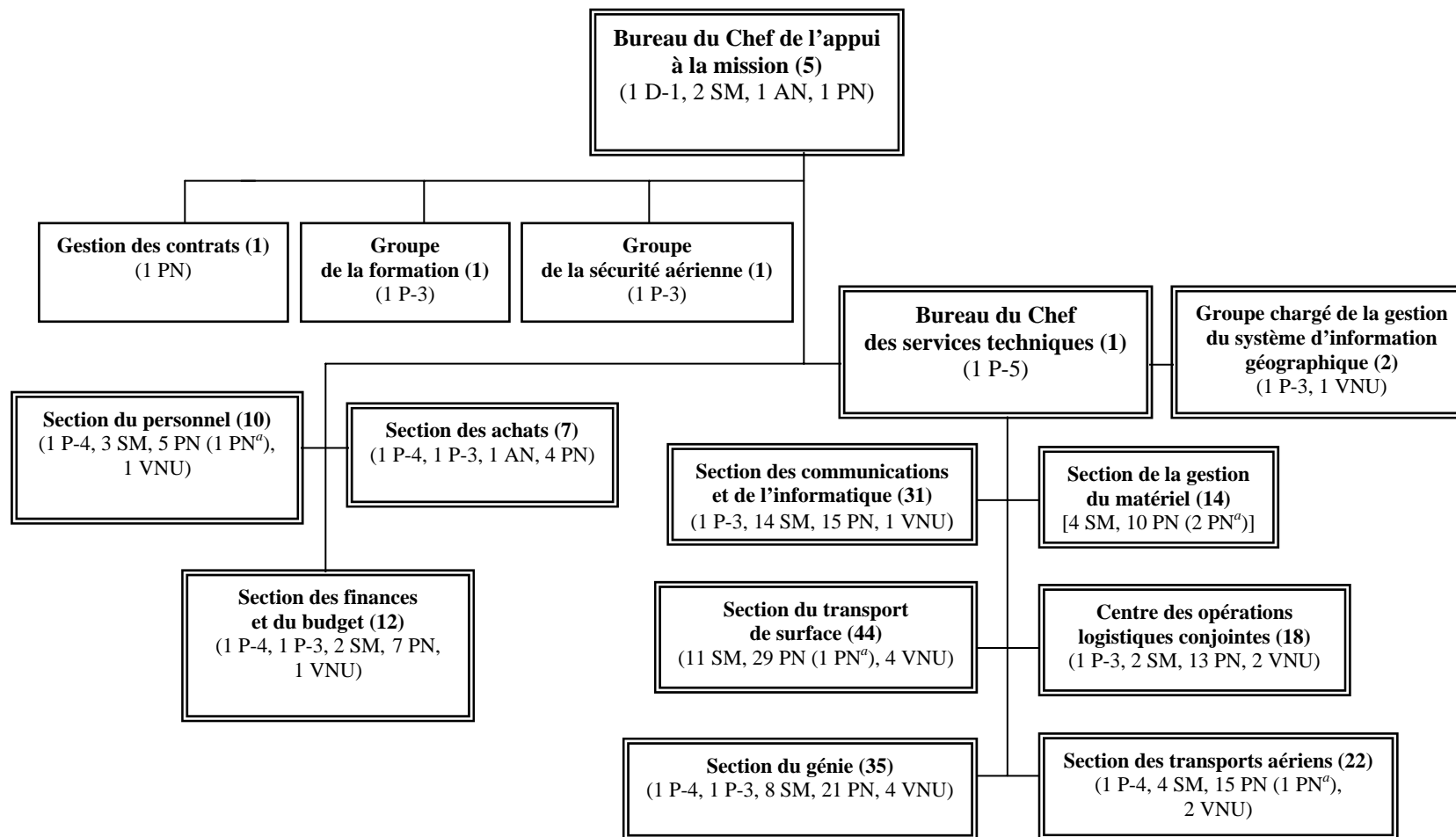
^b Transformation.

B. Composante militaire



Abréviations : PAM = personnel d'appui militaire; SM = agent du Service mobile.

C. Appui à la Mission



Abréviations : AN = administrateur recruté sur le plan national; PG = personnel fourni par des gouvernements; PN = agent recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile; SSG = sous-secrétaire général; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Transformation.

Carte

